



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n° 2026-140

portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement à la société Agralia située à Aire sur l'Adour

Le préfet,

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 26 mars 2025 portant nomination de M. Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

VU le rapport de la visite d'inspection du 02 février 2026 et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'avis de réception du rapport de la visite d'inspection accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure en date du 26 mars 2026 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le rapport de la visite d'inspection en date du 03 avril 2026 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure en date du 14 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit donc respecter, notamment, les dispositions de l'article 26 IV.B de l'arrêté ministériel du 12 novembre 2012 susvisé relatives à la conformité des bandes de transporteurs ;

CONSIDÉRANT que les visites d'inspection susvisées ont mis en évidence le fait que l'exploitant ne peut pas justifier de la conformité des bandes de transporteurs ;

CONSIDÉRANT que l'absence de bandes de transporteurs non propagatrices de flamme est susceptible de favoriser le déclenchement d'un incendie au sein du silo ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où, en particulier, ils sont susceptibles de conduire l'exploitant à ne pas être en mesure de lutter efficacement contre un incendie survenant sur son site ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Agralia de respecter certaines prescriptions des arrêtés ministériels susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE

Article 1 -

La société Agralia, exploitant des silos de céréales sur la commune d'Aire-sur-l'Adour, est mise en demeure de se conformer à l'article 26.IV.B, dans un délai de deux mois à compter de la parution du présent arrêté.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 -

Le présent arrêté sera notifié à la société Agralia.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Monsieur le maire de la commune d'Aire sur l'Adour,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine,

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le - 7 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.